

Ecrit par le 18 mai 2026

Les titres de séjours coûtent désormais plus chers



Depuis le 1er mai 2026, les taxes et droits de timbres applicables à la délivrance des titres de séjour ont évolué.

Le tarif normal d'une première délivrance d'un titre de séjour passe de 200€ à 300€, auquel s'ajoute un droit de timbre de 50€ (contre 25 € auparavant), soit un montant total de 350 €. Celui d'un renouvellement s'élève désormais à 250€ contre 225€ auparavant.

« Des minoration peuvent s'appliquer en fonction des cas (réfugié, travailleur saisonnier, etc.), expliquent les services de la préfecture de Vaucluse. Le tarif d'un visa de régularisation passe de 200€ à 300€ dont 100€ (50€ auparavant) exigé lors du dépôt de la demande, non remboursable peu importe l'issue de la demande. Enfin, la délivrance d'une Autorisation provisoire de séjour (APS) est soumise à un timbre de 100€, sauf pour les APS protection temporaire (Ukraine) et sortie de prostitution. »

Ces nouveaux tarifs seront automatiquement appliqués lors des dépôts de demande et de l'achat d'un

Ecrit par le 18 mai 2026

timbre fiscal : <https://timbres.impots.gouv.fr/>.

L.G.

Titre	Première demande ou duplicata	Renouvellement
Titre de séjour : tarif normal	350 €	250 €
Titre de séjour : tarif minoré (étudiant, regroupement familial, accident du travail, travailleur saisonnier)	150 €	100 €
Titre de séjour : tarif minoré (retraité, étranger malade, bénéficiaire d'une protection internationale, ASE, ancien combattant)	50 €	250 €
Titre de séjour : exemption (victime de la traite des êtres humains, proxénétisme, violences conjugales, ressortissant UE)	0 €	0 €
APS : tarif normal	100 €	100 €
APS : exemption (sortie de prostitution, Ukraine protection temporaire)	0 €	0 €
Visa de régularisation dont part à joindre au dépôt de la demande	200 € 50 €	300 € 100 €

Références réglementaires :

- article 128 de la loi n° 2026-103 de finances pour 2026
- articles L. 436-1, L. 436-2, L. 436-4 et L. 436-7 du CESEDA,
- article 958 du code général des impôts
- article 421-71 du code des impositions sur les biens et services

Un nouveau sous-préfet pour le Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



[Vincent Lelionnais](#) (38 ans) est le nouveau secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse. Il succède à [Sébastien Maggi](#) qui a quitté ses fonctions en février dernier. Auparavant chef de la mission vie des services et ressources humaines à la Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture à Puteaux depuis 2022, Vincent Lelionnais est également désigné sous-préfet chargé de mission à la politique de la ville.

De 2020 à 2022, le nouveau secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse a été aussi chargé de mission développement durable agriculture et transports SGAR (Secrétariat général pour les affaires régionales) Hauts-de-France. C'est au même endroit, qu'il a exercé la mission de Chargé de mission cohésion sociale entre 2019 et 2020.

Ecrit par le 18 mai 2026



Vincent Lelionnais. Crédit : DR/Linkedin

Diplômé de Sciences Po-Rennes et de l'Ecole nationale de la sécurité de l'administration de la Mer, Vincent Lelionnais a débuté sa carrière en 2013 en tant que chargé de mission affaires internationales au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Il a ensuite été adjoint à la cheffe du service maritime et littoral de la Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados de 2016 à 2019 avant de rejoindre le SGAR des Hauts-de-France

Téléphone au volant : ça se durcit en Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



Face à la banalisation des comportements à risque, particulièrement l'usage du téléphone au volant, la préfecture de Vaucluse va durcir les sanctions dans le département. La mesure sera effective à partir de mi-mai.

« Dans le Vaucluse, malgré la mobilisation forte des gendarmes et des policiers avec des opérations de contrôle régulières et des actions de prévention mises en œuvre par la préfecture, le nombre d'accidents et d'infractions routières demeure trop élevé, avec 576 accidents en 2025, dont 35 morts et 736 blessés, rappellent les services de la préfecture de Vaucluse. Le défaut d'attention, inattention ou usage du téléphone au volant, est relevé dans 19% des accidents survenus dans le Vaucluse en 2025, soit dans presque un accident sur cinq. Depuis 2017 en France, le nombre de contraventions pour usage du téléphone au volant a augmenté de 49%, témoignant de l'importance du phénomène. »

Quelles sanctions ?

« Ce comportement, largement banalisé, allonge le temps de réaction, et est donc particulièrement dangereux, insiste la préfecture de Vaucluse. Tenir un téléphone en main multiplie par 3 le risque de provoquer un accident et lire un message en conduisant multiplie par 23 le risque d'accident. »

Face à cette situation, le préfet de Vaucluse a donc décidé de durcir les sanctions administratives liées à l'usage du téléphone au volant. À compter de mi-mai, l'usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation ou le port à l'oreille de tout dispositif susceptible d'émettre du son (à l'exception des appareils électroniques correcteurs de surdité) pourra entraîner la suspension du permis de conduire pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois.

Ecrit par le 18 mai 2026

Jusqu'à présent, cette sanction dans le département, s'élevait à une suspension de permis de 2 mois pour l'usage d'un téléphone concomitant à une autre infraction. Et auparavant, cette usage du téléphone entraîné 'seulement' une amende forfaitaire de 135€ ainsi qu'un retrait de 3 points du permis de conduire.

L.G.



Crédit : Adobe stock-Wellnhofer Designs

Délinquance, le Vaucluse sous tension



Entre recul des cambriolages et intensification du narcotrafic, la sécurité publique en Vaucluse révèle un territoire confronté à des mutations profondes de la délinquance, sur fond de mobilisation accrue de l'État.

Le bilan 2025 dressé par [Thierry Suquet](#), préfet de Vaucluse, esquisse une réalité complexe, faite de progrès tangibles et de tensions persistantes. Derrière les indicateurs globaux, une ligne de fracture apparaît nettement : la délinquance se transforme, se spécialise et, parfois, se durcit. Si certaines infractions reculent, à commencer par les cambriolages, d'autres connaissent une progression préoccupante, notamment les violences aux personnes et les trafics de stupéfiants, désormais au cœur des priorités des autorités.

Narcotrafic : une lutte devenue centrale

C'est sans conteste le marqueur le plus structurant de l'année 2025. Le narcotrafic s'impose comme une problématique majeure, qualifiée de 'décomplexée' par les autorités judiciaires, tant son emprise sur certains territoires et publics s'intensifie. Les chiffres traduisent d'ailleurs cette mobilisation : 4 653 infractions liées aux stupéfiants constatées ; 19 points de deal recensés, contre 30 en 2024 et 66 en

Ecrit par le 18 mai 2026

2022 ; 364 armes saisies, en hausse de 11,7% et 11 points de deal démantelés en 2025.



Copyright Facebook Police Nationale Vaucluse Avignon

Baisse des points de deal

La baisse spectaculaire du nombre de points de deal constitue un signal fort, fruit d'une stratégie offensive combinant actions judiciaires, fermetures administratives et nouveaux outils législatifs issus de la loi contre le narcotrafic adoptée en 2025. Mais cette pression accrue s'accompagne d'une adaptation des réseaux, plus diffus, plus mobiles, et parfois davantage ancrés dans des logiques numériques ou d'ubérisation du trafic.

Violences aux personnes : une progression préoccupante

Autre indicateur majeur : les atteintes volontaires à l'intégrité physique poursuivent leur progression. En 2025, 7 420 faits de violences physiques ont été enregistrés, soit une hausse de 2,9%. Les violences intrafamiliales, en particulier, explosent avec 1 946 interventions des forces de sécurité, en hausse de 32,5% et 3 842 plaintes de femmes majeures, en augmentation de 7,2%. Les femmes demeurent les premières victimes : elles représentent 88% des victimes de viols ou tentatives et 85% des violences sexuelles. C'est toute une organisation qui se renforce, avec des dispositifs d'accompagnement, des outils judiciaires spécialisés et une mobilisation accrue des associations.

Atteintes aux biens : une baisse encourageante

À l'inverse, les atteintes aux biens enregistrent une amélioration notable : 3 124 cambriolages en 2025, soit une baisse de 9,6% et 16 200 faits de vols et cambriolages au total. Cette évolution, cohérente avec

Ecrit par le 18 mai 2026

la tendance nationale, traduit l'efficacité des dispositifs de prévention et de présence sur le terrain, même si certains segments, comme les vols simples qui restent orientés à la hausse.



Copyright Facebook Police nationale Vaucluse - Avignon

Insécurité routière : une accalmie relative

Sur le front routier, les indicateurs sont en légère amélioration avec 576 accidents en 2025 (-5%); 35 morts (-15%) et 736 blessés (-6%). Mais cette baisse masque une réalité préoccupante : les deux-roues motorisés, bien que minoritaires, concentrent 31% de la mortalité routière. La sécurité routière reste ainsi un enjeu majeur, mobilisant plus de 126 actions de prévention sur l'année.

Fermeté administrative et pression migratoire

L'année 2025 se distingue également par un recours accru aux outils administratifs : 80 fermetures administratives de commerces, soit un triplement en trois ans ; 141 procédures engagées et +56% de fermetures liées au tabac illicite. Parallèlement, la lutte contre l'immigration irrégulière s'intensifie avec 1 069 interpellations (+28%), 1 255 mesures d'éloignement (+41%) et 193 expulsions, dont plusieurs profils sensibles. Ces chiffres traduisent une volonté de fermeté, notamment à l'égard des individus considérés comme menaçant l'ordre public.

Une délinquance qui se reconfigure

C'est la nature même de la délinquance qui évolue. Plus structurée, plus mobile, parfois plus violente, elle s'inscrit dans des logiques économiques et territoriales. La montée des violences liées aux trafics, l'implication croissante des mineurs, ou encore l'essor des fraudes financières avec près de 4,8M€ détectés par la Caisse d'Allocations Familiales, illustrent cette mutation.

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Facebook Police Nationale Vaucluse Avignon

Maintenir la pression

Face à ces enjeux, les autorités entendent poursuivre et amplifier leur action. Trois priorités structurent désormais l'action publique : La lutte contre le narcotrafic, la prévention des violences intrafamiliales et la réduction des cambriolages. À cela s'ajoutent la lutte contre la radicalisation avec 49 réunions du groupe d'évaluation départemental et la sécurisation des grands événements. En effet, depuis 2014, chaque préfet a constitué dans son département un groupe d'évaluation départemental de la radicalisation islamiste (GED) afin d'organiser le décloisonnement interservices de l'information et de structurer les échanges entre les instances départementales et nationales

Un territoire sous vigilance

Le bilan 2025 du Vaucluse ne se résume ni à une dégradation ni à une amélioration nette. Il révèle un territoire sous tension, où les efforts des forces de l'ordre produisent des résultats tangibles, mais où les phénomènes criminels se recomposent en permanence. Une équation délicate, où la sécurité ne se joue plus seulement sur le terrain, mais aussi dans la capacité à anticiper, coordonner et comprendre des formes de délinquance en constante mutation.

Les chiffres clés 2025

Près de 4,8M€ de fraudes détectées par la CAF ; 34 653 infractions liées aux stupéfiants recensées, avec 19 points de deal actifs (contre 66 en 2022) ; 16 200 atteintes aux biens enregistrées ; 7 420 faits de

Ecrit par le 18 mai 2026

violences physiques, dont 1 946 interventions pour violences intrafamiliales (+32,5%) ; 3 842 plaintes de femmes majeures pour violences (+7,2%) ; 3 124 cambriolages, en baisse de 9,6% ; 1 255 mesures d'éloignement (+41%) ; 1 069 interpellations d'étrangers en situation irrégulière (+28%) ; 576 accidents de la route, dont 35 morts et 736 blessés ; 80 fermetures administratives de commerces (x3 en trois ans)

;

Mireille Hurlin



Copyright Facebook Police Nationale Vaucluse Avignon

Vœux du Préfet de Vaucluse : « La sobriété n'exclut ni la solidarité, ni la proximité, ni la lutte contre l'insécurité et les narcotrafiquants »

Ecrit par le 18 mai 2026



Mardi 13 janvier, [Thierry Suquet](#) a présenté ses vœux devant un parterre d'élus, de représentants des corps constitués, des autorités civiles et militaires, des entrepreneurs, des associations, de tout ceux qui font vivre le Vaucluse.

« Malgré la sobriété budgétaire, je vous reçois avec plaisir grâce aux producteurs du département qui participent à cette soirée et à son buffet. Merci aux vigneron, artisans, commerçants. » Et de citer la [Cave Clauvallis](#) de Saint-Didier, la [Brasserie artisanale du Ventoux](#), [La Cuisine provençale](#) de Monteux, les établissements [Filière](#) de Fontcouverte, la [Ferme Montilienne](#), [France Pistache](#) et la pisciculture [Les Truites de l'Isle-sur-la-Sorgue](#) qui font honneur aux produits locaux de qualité.

Le Préfet a jeté un regard rétrospectif sur 2025 qui a mis en valeur la culture, « aux Chorégies, aux festivals, avec Avignon qui fait rayonner cette Terre de cultures. Mais aussi au passage du Tour de France au Mont Ventoux. J'en ai encore des frissons, a-t-il dit. Sans oublier les journées portes ouvertes, fin juin, à la Base Aérienne 115 d'Orange-Caritat, qui a fait découvrir tous les métiers de l'aéronautique militaire et surtout l'avion de chasse Rafale, le fleuron de l'Armée de l'Air et de l'Espace. »

Les perspectives pour 2026

Thierry Suquet a ensuite abordé 2026 et ses priorités. « Même si l'avenir est un peu bouché, nous avons des perspectives. En particulier, ce défi permanent qu'est la lutte contre les narco-trafiquants, c'est un problème de sécurité, de société. Il faut redonner toute sa place à la République, elle doit servir de rempart. Nous devons restaurer la sécurité au quotidien, quadriller sans cesse le territoire de Vaucluse. J'ai fait fermer nombre d'établissements qui cumulaient trafic et blanchiment et je compte continuer. »

Le Préfet a ensuite parlé de l'agriculture, pôle majeur d'activité du département avec un chiffre d'affaires supérieur à 1Md€ par an. « C'est un ensemble social et économique et la transition doit s'adapter aux

Ecrit par le 18 mai 2026

réalités locales. Les paysans nous nourrissent, ils subissent les aléas climatiques, les règlementations. Sans eau, il n'y a pas de fruits et de légumes, grâce au projet HPA, à terme les exploitations seront irriguées. » Il aussi insisté : « Nous devons préserver les terres, le photovoltaïque ne doit pas s'installer sur les espaces naturels et agricoles. »

Côté logements, il a insisté sans toutefois citer la décriée Loi Zan (Zéro artificialisation nette). » Nous avons besoin de construire pour les familles, les salariés, les étudiants, tout en préservant les lieux. La sobriété foncière s'impose à nous ». La réindustrialisation aussi est une nécessité, il a évoqué le travail inlassable de VPA ([Vaucluse Provence Attractivité](#) et de sa directrice [Cathy Fermanian](#)) qui fait tout pour attirer des entreprises en Vaucluse et développer celles qui y sont déjà implantées.

Renforcer le rôle de l'État dans le département

Le Préfet a évidemment rappelé le rôle de l'État qu'il représente en Vaucluse. « Nous devons renforcer son rôle au service de la cohésion territoriale. France Service en est un exemple. Elle déjà 27 agences dans le département, bientôt 28 avec Courthézon. Elles sont à moins de 20 minutes de n'importe quel Vauclusien pour l'accompagner dans ses démarches. »

La santé est aussi une donnée incontournable pour éviter les déserts médicaux. Déjà le département, sous l'impulsion de sa Présidente [Dominique Santoni](#), salarie depuis 2022 des médecins à Avignon, Cadenet, Apt et Sorgues, bientôt à Pernes. « Nous devons élargir notre offre de soins en tissant un réseau plus dense pour que les patients aient un rendez-vous avec un généraliste sous 48h, que la télé-médecine se développe. Nous allons moderniser l'Hôpital d'Apt avec à la clé 10M€ pour le service des urgences. Pareil pour celui d'Avignon, avec une extension des urgences adultes et du centre de dialyse. »

« Il faut que l'État cesse d'être ambigu. Ce n'est pas lui tout seul qui porte l'intérêt général. »

Thierry Suquet

Il a aussi été question de décentralisation, et Thierry Suquet a été ferme : « Il faut que l'État cesse d'être ambigu. Ce n'est pas lui tout seul qui porte l'intérêt général. Certes il doit être sobre et économe mais travailler main dans la main avec les collectivités locales et la Sécurité Sociale. » Il a rappelé les différentes étapes des Lois de Décentralisation instaurées par Gaston Defferre, sous l'ère Mitterrand en 1982. Puis avec Jean-Pierre Raffarin, 1er Ministre de Jacques Chirac, place à l'Acte 2 en 2003 qui affirme de nouvelles formes de démocratie participative. Ensuite, en 2012 ont été lancés les « Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale » auxquels ont succédé les EPCI (Établissement public de coopération intercommunale). Sans oublier le dispositif de péréquation des DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) perçus par les départements. Enfin, Acte 4 en 2022, la Loi 3DS (Décentralisation, Déconcentration, Simplification) pour permettre plus de souplesse et d'efficacité dans l'action publique

Ecrit par le 18 mai 2026

locale.

Avant de conclure son discours, le Préfet a évoqué les échéances des 15 et 22 mars, les Municipales, qui concernent les 151 communes de Vaucluse. « L'Etat est là pour donner une boîte à outils, pour informer, guider, aider les élus. La Préfecture est votre maison et nous travaillons en permanence avec l'Association des Maires de Vaucluse. Je souhaite que la campagne soit calme et sereine. Certes, la politique est un combat mais on doit respecter l'adversaire. Ni agressions verbales, ni agressions physiques, ni mépris. »

Vaucluse : le préfet annonce la levée du plan Grand Froid



Ecrit par le 18 mai 2026

Le plan Grand Froid, activé le 26 décembre dernier par la [préfecture de Vaucluse](#), a pris fin ce lundi 12 janvier.

Le 26 décembre dernier, le préfet de Vaucluse avait annoncé la mise en œuvre du plan départemental Grand Froid visant à ouvrir de nouvelles capacités d'accueil pour les personnes sans domicile de la météo glaciale qui a sévi sur le territoire. Le plan départemental avait ensuite été prolongé à partir du 29 décembre.

Au vu des prévisions météorologiques annonçant un radoucissement des températures, la préfecture a décidé de lever les mesures d'urgence du plan Grand Froid. Ainsi, l'accueil de la maison municipale Mérindol, située à Avignon et qui a accueilli une trentaine de personnes vulnérables depuis le 26 décembre, est désactivé depuis ce lundi 12 janvier à 9h.

Cependant, les mesures de renforcement de la veille sociale et de mobilisation hivernale des capacités d'accueil et d'hébergement dans le département, actionnées depuis le 1er novembre dernier, restent maintenues a minima jusqu'au 31 mars prochain. Le préfet de Vaucluse appelle à la solidarité en signalant, auprès du [Service Intégré d'Accueil et d'Orientation](#) (SIAO), toute personne en difficulté en composant le 115 (numéro d'urgence gratuit).

Réveillon sous haute vigilance dans le Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



À l'approche de la Saint-Sylvestre, le préfet de Vaucluse renforce l'arsenal réglementaire pour prévenir les débordements. Vente de carburant et de produits inflammables strictement encadrée, artifices interdits sur la voie publique, rassemblements musicaux illégaux proscrits : l'objectif est clair, garantir la sécurité de tous durant les festivités de fin d'année.

À mesure que le compte à rebours du Nouvel An s'enclenche, l'État affine ses dispositifs de prévention. Dans le Vaucluse, le préfet Thierry Suquet a pris deux arrêtés préfectoraux instaurant une réglementation temporaire stricte du 30 décembre 2025 à midi jusqu'au 2 janvier 2026 au matin. En ligne de mire : les produits inflammables, les artifices pyrotechniques et les rassemblements festifs non autorisés, régulièrement sources d'incidents lors des réveillons.

Pas d'artifices de divertissement F2 et F3 sur la voie publique

Première mesure phare, l'interdiction totale de la vente, de la détention, du transport et de l'utilisation des artifices de divertissement de catégories F2 et F3 sur la voie publique. Ces catégories, qui regroupent notamment des pétards et feux d'artifice à puissance intermédiaire, sont pourtant largement accessibles le reste de l'année. Jugés susceptibles de provoquer blessures, départs de feu ou troubles à l'ordre public, ils sont régulièrement encadrés par les autorités à l'approche des grandes fêtes. L'interdiction s'étend également aux achats effectués sur internet, une précision révélatrice de

Ecrit par le 18 mai 2026

l'évolution des modes de consommation. Seuls les professionnels ou organisateurs disposant d'une autorisation préalable pour un feu d'artifice déclaré échappent à cette règle.

Pas de transport de produits inflammables

Autre volet sensible : les carburants et produits chimiques. Durant la même période, la vente de carburant au détail dans tout récipient transportable : bidon, jerrican ou bouteille, est proscrite, tout comme leur transport. Une contrainte qui engage directement la responsabilité des gérants de stations-service, y compris celles fonctionnant en libre-service automatisé. S'ajoutent à cette interdiction la vente et le transport d'acides, d'alcools non alimentaires et de tout produit inflammable ou chimique, fréquemment détournés à des fins dangereuses lors de soirées festives.

Pas de rassemblements musicaux non-déclarés

La nuit du 31 décembre fait également l'objet d'une attention particulière. Les rassemblements musicaux non déclarés : rave-parties, free parties ou teknivals, sont formellement interdits sur l'ensemble du département. La circulation de véhicules transportant du matériel de son à destination de ces événements est, elle aussi, prohibée. Une mesure qui s'inscrit dans une politique nationale de prévention des rassemblements illégaux, souvent organisés sans encadrement, ni dispositifs de sécurité adaptés.

Intensification des contrôles

Sur le terrain, les forces de l'ordre ne seront pas en reste. Police et gendarmerie déploieront des dispositifs renforcés, avec une présence visible accrue et une intensification des contrôles routiers, notamment en matière d'alcoolémie et de consommation de stupéfiants. Un rappel appuyé des risques persistants liés à la conduite sous influence, alors que les nuits de réveillon demeurent statistiquement accidentogènes.

Appel à la responsabilité collective

À travers ces mesures, le préfet de Vaucluse en appelle à la responsabilité collective. Loin de brider l'esprit festif, ces restrictions temporaires visent à permettre à chacun de célébrer le passage à la nouvelle année dans un cadre apaisé et sécurisé. Une vigilance accrue pour une nuit qui se veut, avant tout, synonyme de fête et de partage.

Mireille Hurlin

Plan Grand Froid prolongé en Vaucluse, l'État mobilise l'urgence hivernale

Ecrit par le 18 mai 2026



Face à un froid persistant et des capacités d'hébergement sous tension, le préfet de Vaucluse a décidé de prolonger le plan départemental 'Grand Froid', réaffirmant la mobilisation des services publics et associatifs pour protéger les personnes sans domicile dans le département.

Alors que l'hiver s'installe durablement dans le sud-est de la France, le préfet de Vaucluse a annoncé ce lundi 29 décembre la prolongation du plan départemental 'Grand Froid', déjà activé depuis le 26 décembre en raison d'un contexte climatique rigoureux et de tensions sur les dispositifs d'hébergement d'urgence.

Ouverture de nouvelles capacités d'accueil

Ce plan, calqué sur un mécanisme national mais déployé au niveau local par chaque préfet, a été conçu pour faire face aux épisodes de froid durable et intense, particulièrement dangereux pour les personnes sans abri ou fragiles tels que les seniors isolés, les malades et mes enfants. Il permet notamment d'ouvrir

Ecrit par le 18 mai 2026

des capacités d'hébergement supplémentaires, de renforcer les maraudes, d'étendre les plages d'accueil de jour et de mobiliser des acteurs associatifs sur le terrain.

Un service d'accueil et d'orientation

En Vaucluse, l'État s'appuie sur le Service Intégré d'[Accueil et d'Orientation 84](#) (SIAO) pour coordonner l'orientation des personnes en difficulté via le numéro d'urgence 115, accessible 24 h/24 et 7 j/7. Aux côtés des services de l'État, la [Croix-Rouge](#) et le [Secours Populaire](#) participent activement à l'accueil et à l'accompagnement des publics vulnérables.

Maison municipale Mérindol

Un centre d'hébergement exceptionnel a été installé à Avignon, dans la [maison municipale Mérindol](#), au numéro 15 de la rue éponyme, mise à disposition par la mairie. Cet espace d'accueil fonctionne chaque soir à partir de 18 h jusqu'au lendemain matin, offrant une mise à l'abri indispensable quand les températures ressenties restent très basses.

Le 115

Outre l'ouverture d'espaces d'hébergement, ce type de plan s'accompagne traditionnellement d'une hausse des efforts de veille sociale, de jeunes bénévoles en maraude jusqu'aux services municipaux, pour repérer et aider les personnes les plus exposées. Le préfet a d'ailleurs lancé un appel à la vigilance et à la solidarité des maires et des habitants, soulignant que chacun peut signaler toute situation préoccupante via le 115. Le radoucissement des températures désactivera ces mesures exceptionnelles.

Mireille Hurlin

Débroussailler en Vaucluse ? Une obligation vitale pour se protéger

Ecrit par le 18 mai 2026



Face à l'intensification des feux de forêt, la Préfecture de Vaucluse renforce sa communication autour des Obligations légales de débroussaillage (OLD). Un cadre réglementaire précis, récemment actualisé, qui concerne de nombreux habitants du département et constitue l'un des leviers les plus efficaces pour protéger vies humaines, habitations et paysages.

Les incendies majeurs de l'été 2025, notamment dans l'Aude et les Bouches-du-Rhône, ont rappelé avec brutalité la vulnérabilité des territoires méditerranéens. Les chiffres sont sans appel : 90% des maisons détruites lors de feux de forêt se situaient sur des terrains insuffisamment débroussaillés. Dans ce contexte, le débroussaillage n'est plus une simple précaution, mais une mesure de sécurité déterminante, au cœur de la stratégie nationale de prévention.

Le débroussaillage, une ceinture de sécurité autour des habitations

Débroussailler consiste à réduire la masse végétale pour créer des discontinuités capables de freiner la propagation du feu. Espacer les arbres, éliminer les broussailles, supprimer les superpositions entre strates végétales : ces gestes techniques, lorsqu'ils sont correctement réalisés, permettent aux sapeurs-pompiers de défendre plus efficacement les constructions et de limiter les départs de feu incontrôlés.

Quand le risque incendie devient une réalité quotidienne

Ecrit par le 18 mai 2026

En Vaucluse, les OLD s'appliquent aux terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, avec une obligation générale de débroussailler sur 50 mètres autour des constructions et sur 3 mètres de part et d'autre des voies d'accès privées. Une règle qui concerne aussi bien les maisons individuelles que les campings, lotissements, zones urbaines ou secteurs soumis à un Plan de prévention des risques naturels.

Qui doit débroussailler... et jusqu'où ?

En principe, la responsabilité incombe au propriétaire du terrain. Toutefois, la réalité foncière impose parfois des ajustements : un propriétaire peut être amené à débroussailler sur la parcelle voisine, y compris s'il n'en est pas détenteur, lorsque la protection de son habitation l'exige. Dans ce cas, une demande formelle auprès du voisin est obligatoire. En cas de refus d'accès, la responsabilité est transférée au propriétaire de la parcelle concernée, sous contrôle de la mairie. Les gestionnaires d'ouvrages linéaires : routes, réseaux électriques, télécoms, sont également soumis à des obligations spécifiques, afin d'éviter que ces infrastructures ne deviennent des points de départ d'incendie.



Copyright Freepik

Un cadre réglementaire recentré sur l'efficacité et l'environnement

Le nouvel arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 maintient les principes fondamentaux des OLD tout en introduisant davantage de souplesse. Il autorise notamment la conservation d'arbres patrimoniaux, d'îlots

Ecrit par le 18 mai 2026

de biodiversité, d'arbres à cavités ou de troncs au sol, sous réserve d'un entretien adapté. L'objectif est clair : concilier sécurité incendie et respect des équilibres écologiques, sans affaiblir la protection des habitations. Les périodes d'intervention sont également encadrées. Les travaux lourds sont privilégiés en automne et en hiver, tandis que des restrictions s'appliquent au printemps pour limiter l'impact sur la faune, notamment lors de chantiers de grande ampleur.

Contrôles, aides et sanctions

Le contrôle des OLD relève principalement des maires, pour les constructions, et du préfet, pour les réseaux, équipements sensibles et en appui aux communes. Des aides financières existent pour les particuliers, notamment via le crédit d'impôt "[services à la personne](#)", pouvant couvrir jusqu'à 50% des dépenses engagées. À l'inverse, le non-respect des obligations expose à des sanctions significatives : amendes pouvant atteindre 1 500€, pénalités calculées au mètre carré non débroussaillé, exécution d'office des travaux aux frais du propriétaire, voire conséquences assurantielles en cas de sinistre.

Un réflexe pour préserver les habitants, les biens, la faune et la flore

En Vaucluse, le débroussaillage s'impose comme un acte de responsabilité collective autant qu'une obligation légale. Alors que le changement climatique accentue la fréquence et la violence des incendies, respecter les OLD revient à protéger son foyer, ses voisins et un patrimoine naturel fragile. Plus qu'une contrainte administrative, le débroussaillage est désormais un réflexe de survie territoriale.

Mireille Hurlin